

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 MARS 2023
Membres de droit

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	<i>Excusée [proc. à M. Cazeneuve]</i>
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFF]	<i>Excusée (proc. à M. Gallet)</i>
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	<i>Représentée par M. Lartigau en visio</i>
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	<i>Représenté par M. Pujolar [proc. à M. Cazeneuve]</i>

Personnalités extérieures

Mme BOUDINEAU	<i>Excusée [proc. à M. Cazeneuve]</i>	Mme PAPIN	<i>Excusée [proc. à M. Cazeneuve]</i>
M. CAZENEUVE	<i>Présent en visio</i>	M. ROUSSET	<i>Présent en visio</i>
M. GALLET	<i>Présent en visio</i>	Mme TEULIÈRES	<i>Présente</i>

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	<i>Présent</i>	M. SZYMCAK	<i>Présent</i>
Mme DUCHESNE	<i>Présente</i>	M. TIBERJ	<i>Présent</i>
M. PINSON	<i>Excusé [proc. à M. Tiberj]</i>		

Enseignants (Collège B)

M. AMBROSETTI	<i>Présent</i>	M. TROUVÉ	<i>Excusé [proc. à Mme Gaudin]</i>
Mme GAUDIN	<i>Présente</i>	M. CAMES	<i>Présent</i>
Mme LECIS COCCO ORTU	<i>Présente en visio</i>		

Collège BIATSS

M. ROUGER	<i>Présent</i>
-----------	----------------

Étudiant-e-s

M. GEAY	<i>Présent</i>	Mme LE FLANCHEC	<i>Présente</i>
M. FOURTICQ-ESQUEOUTE	<i>Excusé [proc. à Mme Le Flanchec]</i>	Mme NADEAU	<i>Présente</i>
M. REVIL	<i>Présent</i>	M. REY	<i>Présent</i>
Mme DELFAUD	<i>Présente</i>	M. SERNA	<i>Présent</i>
Mme VACHER	<i>Présente</i>		

Membres Es Qualités

Mme AMMAR-KOHDJA [agent comptable de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présente</i>
Mme BISAGNI-FAURE [Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités]	<i>Représentée par M. Danède en visio</i>
M. GALDERISI, Recteur délégué ESRI	<i>Excusé</i>
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présent</i>
M. BARREAU [Contrôleur budgétaire, Directeur Régional des Finances Publiques]	<i>Présent</i>
M. NADAL [Directeur général des services - Science Po Bordeaux]	<i>Présent</i>

Invité-e-s

Mme ALAOU	<i>Présente</i>	M. LAFORE	<i>Excusé</i>
Mme BASSOULET	<i>Présente en visio</i>	M. LE GRAET	<i>Excusé</i>
M. BERROU	<i>Excusé</i>	Mme MARTIN	<i>Présente en visio</i>
M. BERTRAND G	<i>Présent</i>	Mme NGUYEN	<i>Présente en visio</i>
M. BERTRAND O	<i>Présent</i>	Mme PELLARINI	<i>Présente</i>
Mme CARDONA	<i>Présente</i>	Mme PINCHAULT	<i>Présente</i>
Mme CARON	<i>Présente</i>	M. PLACHOT	<i>Présent</i>
Mme COUDERC	<i>Présente</i>	M. PREVOT	<i>Excusé</i>
Mme DELAMARRE	<i>Présente en visio</i>	M. RAMON (AAE)	<i>Présent en visio</i>
M. DELOYE	<i>Présent en visio</i>	M. SADLAN	<i>Excusé</i>
Mme DUENAS	<i>Présente en visio</i>	M. SMITH	<i>Excusé</i>
Mme FOREST	<i>Présente</i>	Mme TAJRI	<i>Présente</i>
M. HOFFMANN-MARTINOT	<i>Excusé</i>	Mme THIRIOT	<i>Présente</i>

Mme Tajri procède à la lecture des procurations.

1. Informations générales

■ Motion relative au régime indemnitaire des ESAS PJ.1

M. Cazeneuve annonce le point concernant la motion relative au régime indemnitaire des ESAS et laisse la parole à M. Cames.

M. Cames demande s'il est nécessaire qu'il procède à la lecture de la motion.

M. Nadal répond par la négative : elle a cette fois été transmise avec un délai de prévenance suffisant pour que chacun puisse se renseigner. Il rappelle que le principe général de cette motion est d'indiquer que la revalorisation du régime indemnitaire des enseignants du secondaire affectés dans l'enseignement supérieur (ESAS) ne suit pas le même rythme que celle des enseignants-chercheurs. En effet, la loi de programmation de recherche, avec la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des enseignants-chercheurs (RIPEC) introduit une divergence entre ces régimes indemnitaires, alors que, jusqu'ici, la Prime d'enseignement supérieur (PES, pour les ESAS) et la Prime de recherche et d'enseignement supérieur (PRES, pour les enseignants-chercheurs) évoluaient de façon concomitante. Les ESAS portent donc cette motion pour signaler qu'ils souhaiteraient que leur revalorisation indemnitaire suive un rythme comparable à celui des enseignants-chercheurs – une revendication portée au niveau national par les syndicats de l'enseignement supérieur.

M. Cames ajoute que cela a déjà été voté dans un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur et il demande aux administrateurs de bien vouloir supporter cette motion.

M. Barreault, qui ne participera pas au vote du fait de son statut de membre ès qualités, souhaiterait porter à la connaissance des membres du CA l'explication qui peut être avancée pour ce différentiel. Dans le cas des agrégés, un poste est garanti une fois que la personne a réussi les épreuves, ce qui n'est pas le cas des maîtres de conférences qui, en plus de la sélection, ont des obligations de publication.

En l'absence d'autres demandes d'interventions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette motion.

Résultat du vote	Délibération 2023-05
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 29
	Contre 0
	Abstention 1

→ Résultat : adoptée

■ Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 1^{er} février 2023 PJ.2

M. Cazeneuve demande aux membres du CA si le procès-verbal appelle de leur part des remarques. En l'absence de commentaires, il soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote	Délibération 2023-06
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 30
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

2. Affaires financières

■ Approbation du compte financier 2022 PJ.3, 4 et 5

Mme Cardona prend la parole pour présenter le compte financier de l'année 2022. En conformité avec le nouveau calendrier budgétaire mis en place, les membres du CA ont voté en 2022 un budget initial ainsi que deux budgets rectificatifs. Le présent rapport de gestion est relatif à l'exécution du budget de l'année en cours, à mettre en corrélation avec les prévisions budgétaires du dernier budget rectificatif de l'année et l'exécution des crédits au 31 décembre. La présentation se fera en trois parties : I) le tableau des emplois, II) les autorisations budgétaires en recettes et en dépenses, et III) quelques ratios financiers. Elle cédera ensuite la parole à l'agent comptable de l'établissement, Mme Ammar-Khodja.

S'agissant du tableau des emplois (I) :

- Suite à la réponse favorable de la tutelle pour une rehausse du plafond d'emploi, désormais à 56 ETPT (+8 ETPT). Ce plafond a été réhaussé de manière significative de manière à intégrer une prévision d'évolution des emplois sur les années à venir et non pour répondre uniquement à une utilisation immédiate.
- Au budget rectificatif n° 2, 50 autorisations d'emplois avaient été ouvertes. 47 ont été réalisés sur l'exercice budgétaire, soit un pourcentage global de réalisation de 97 % des ETPT, sous plafond et hors plafond.

S'agissant des autorisations budgétaires (II) :

- Solde budgétaire excédentaire de 361 316 €.
- Les recettes :
 - Taux de réalisation de 99,36 %.
 - C'est un travail rigoureux de conformité entre les prévisions et les encaissements qui a permis d'atteindre cet excellent taux.
 - Taux de réalisation des recettes globalisées : plus de 100 %.
 - Taux de réalisation des recettes fléchées : 87 %, avec principalement un décalage des recettes au niveau de la recherche, notamment de la Chaire TerrESS.
 - Hausse de 4,95 % des recettes 2022 par rapport à 2021, soit une hausse de 450 000 €.
 - Cette hausse ralentit, puisqu'en 2021, elle était de 7,09 %.
 - Cette augmentation est uniquement liée à la recherche. Dans les autres unités budgétaires, une diminution est constatée. Elle s'explique par une importante diminution des recettes provenant des droits d'inscription et par un décalage dans le temps entre la prévision et la réalisation, notamment sur la Chaire TerrESS.
 - Augmentation de la SCSP de 249 000 € entre 2021 et 2022. Plusieurs raisons : le soutien pour la création de deux emplois, la création d'un dialogue stratégique de gestion, la compensation pour la mise à disposition d'un PRAG, le soutien énergétique. La transmission des notifications définitives par la DGESIP étant de plus en plus tardive, il est à noter qu'il existe un décalage entre le montant de la notification et le montant budgétaire inscrit ici.
 - Analyse des recettes selon leur origine.
 - Le taux de réalisation est proche des prévisions. Les décalages ne viennent pas d'un problème d'origine, mais bien d'un problème d'encaissement dans le temps, ce qui est positif.
 - Il reste quatre domaines présentant des taux de réalisation inférieurs à 90 %, notamment au niveau des subventions d'exploitation et des financements autres. Ce décalage correspond encore une fois entre les prévisions et les réalisations au niveau de la recherche, un axe d'amélioration sur les années à venir.
- Les dépenses :
 - Taux d'exécution sur les autorisations d'engagement : 98 %.
 - Taux d'exécution sur les crédits de paiement : 97 %.
 - Les CP laissent ainsi la somme de 267 000 € de disponible.
 - Le taux de réalisation passe de 88,94 % à 97 %. Ce taux est passé de 80 % à 93 % en fonctionnement, et de 88,4 % à 98 % en investissement.
 - Plusieurs facteurs expliquent cette progression : la mise en place d'un second budget rectificatif en fin d'année (ayant permis la déprogrammation de 230 952 € en personnel, 1 364 909 € en fonctionnement et 655 000 € en investissement) ; la mise en place d'un suivi

de consommation trimestriel des crédits de paiement transmis aux différents responsables de l'établissement ; la très forte implication des collègues.

- Les dépenses de personnel.
 - 956 € de crédits disponibles à la fin de l'année.
 - Amélioration du taux d'exécution des dépenses de personnel, qui était de 94 % en 2019 et qui est à 100 % en 2022. Cette amélioration continue confirme que l'organisation mise en place depuis 2018 est fiable et pérenne et que la nouvelle procédure dans le recrutement des agents mise en place en septembre 2020 porte ses fruits. Cependant, quelques défaillances ont pu être constatées dans le suivi de la masse salariale, ce qui conduira en 2023 à une consolidation du contrôle de gestion sur ce sujet-là au niveau de la DAF.
 - Forte déprogrammation des dépenses de personnel sur l'unité budgétaire 420 recherche (-200 000 €).
 - Augmentation des dépenses de masse salariale de 19,32 % par rapport à 2021, ce qui s'explique par une augmentation du nombre de recrutements et par la politique de revalorisation des agents contractuels.
 - Les activités de recherche ont fortement augmenté entre 2020 et 2021 (plus de 100 %) et se stabilisent en 2022, avec un écart de moins de 1 % par rapport à 2021.
- Les dépenses de fonctionnement.
 - Hausse de 33 % en 2022, ce qui confirme la reprise amorcée en 2021. Les dépenses du compte financier de 2019 (2 654 000 €) sont maintenant dépassées.
 - Taux d'exécution de 90 %.
 - Amélioration du taux d'exécution global de ces crédits, qui était de 76,50 % en 2020, 80,53 % en 2021 et de 93 % à fin 2022. Malgré cette forte progression, il reste un travail à mener au niveau de l'unité budgétaire de la recherche, dont le taux d'exécution est de 86,58 % (l'amélioration est toutefois présente puisqu'il était de 52,6 % en 2020).
 - Les dépenses de fluides, après avoir diminué en 2020 du fait de la crise du Covid, augmentent à nouveau et dépassent le niveau de 2019. L'établissement a reçu pour ces dépenses un soutien du ministère de 36 000 €. Le surcoût financier des énergies sur 2022 s'élève de fait à un peu plus de 36 000 €, malgré une diminution de la consommation de fluides.
 - Les dépenses du Fonds pour la diversité sociale et territoriale (aides à la mobilité, aides Balafon et FAIRE) ont augmenté. Les dépenses des aides à la mobilité passent de 77 000 € à 187 000 € : l'agence Erasmus a réduit ses subventions, mais l'IEP a fait le choix de maintenir le niveau des aides. Le budget alloué au FAIRE reste identique chaque année (71 000 €), mais 76 656 € ont été consommés en 2022. Cela s'explique notamment par la hausse du coût de l'aide pour les tests linguistiques. Suite à la décision de l'établissement de prendre en charge ces tests pour 25 % pour les non-boursiers et 100 % pour les boursiers, les dépenses sont passées de 7 235 € en 2021 à 22 875 € en 2022. Les aides pour les césures ont également augmenté, passant de 280 € à 9 792 €.
- Les dépenses d'investissement.
 - Taux d'exécution de 98,28 % (contre 88,73 % en 2021).
 - L'amélioration souhaitée au compte financier 2020 concernant le suivi des crédits budgétaires de la recherche engagée en 2021 se poursuit et atteint un taux d'exécution de 94 % cette année. L'importante amélioration sur les unités budgétaires 400-430 et 440, qui correspond au service support de l'établissement et soutien, est le résultat d'un travail minutieux de suivi des crédits, notamment avec le service informatique. Il reste néanmoins des efforts à fournir avec le service du patrimoine à ce sujet.
 - Baisse de 46,36 % des dépenses d'investissement. Cette diminution est logique, car les travaux de l'aile 2003 et de l'avenue Léon Duguit, qui avaient engendré une forte augmentation de la consommation des crédits de paiement entre 2020 et 2021 (+ 220 %), sont désormais terminés.
 - Légère augmentation de l'enveloppe des dépenses liées aux projets de recherche.
- Évolution des dépenses depuis 2019.
 - Augmentation globale de 43 % des dépenses, après une légère baisse en 2020 suite à la pandémie. Cette hausse est principalement liée aux dépenses d'investissements bâtementaire et numérique (+ 120 %).
 - Les dépenses de fonctionnement augmentent de 20 % et les dépenses de personnel de 52 % (augmentation du nombre d'ETPT et revalorisation des contractuels).

S'agissant des ratios financiers (III) :

- Le poids relatif des dépenses de personnel reste stable : 55,56 %.
- Le poids relatif des recettes propres diminue : 51 %. Cela s'explique par la diminution des recettes des droits d'inscription et l'augmentation des recettes liées à la recherche.
- S'agissant du poids des crédits de paiement issus des engagements pris antérieurement :
 - Le travail de mise à jour de la base du système informatique financier Cocktail concernant les engagements juridiques des années antérieures s'est poursuivi en 2022.
 - L'augmentation du niveau initial des restes à payer s'explique par les engagements pris pour les opérations de travaux. Le niveau final des RAP reste important en 2022 du fait d'engagements pluriannuels (marché de photocopieurs, projet REACT EU, GED).

Mme Ammar-Khodja poursuit la présentation et annonce le déroulé : I) les quelques faits marquants de l'année 2022 ayant impacté les comptes, II) les chiffres de la comptabilité patrimoniale, et III) quelques agrégats financiers.

S'agissant des faits marquants de 2022 (I) :

- Le contexte économique : le conflit en Ukraine a eu un fort impact sur les dépenses de fluides et certaines prestations de services, ainsi que la reprise en année pleine de l'activité de l'IEP.
- L'aide européenne REACT EU, d'un montant de 680 000 €, obtenue pour une opération intitulée « Hybridation des espaces et des enseignements », visant à la modernisation des espaces physiques d'apprentissage et au renforcement de la mutualisation et du travail collectif. Cette aide s'étale sur trois années, du 18 juin 2020 au 30 juin 2023.
- Le plan de sobriété énergétique, présenté au CA en décembre 2022.
- Les travaux : l'île 2003 (en cours) et l'avenue Léon Duguit (livrés). Les travaux réceptionnés ont pu être comptabilisés à l'actif des comptes de Sciences Po Bordeaux pour un montant d'un peu plus de 600 000 €.
- La mise en place de la GED, la Gestion Électronique des Documents, avec la solution ELISE et la tenue de plusieurs groupes de travail pour effectuer le déploiement en 2023.

S'agissant de la comptabilité patrimoniale (II) :

- Le résultat comptable.
 - Il se compose :
 - Des décaissements de 2022.
 - Des recettes encaissées en 2022.
 - Des charges à rattacher à l'exercice (les charges à payer en 2023 + les charges non décaissables, essentiellement les amortissements et les provisions).
 - Des produits à rattacher à l'exercice (les produits à recevoir, essentiellement les opérations pluriannuelles de la recherche et d'investissement + les produits non encaissables, essentiellement les reprises de financements, c'est-à-dire les biens financés par une aide ou une subvention).
 - Son montant :
 - Un peu plus de 1 076 000 €, contre 1 010 000 € prévu au BR 2.
 - Le montant total des charges augmente d'un peu plus de 21 %, soit +1,5 million d'euros. Cette augmentation est due à l'augmentation des charges d'exploitation (+9 %) et des charges de personnel (+12 %).
 - Focus sur certaines dépenses qui augmentent :
 - Les fluides (+60 000 €, dont 39 000 € sur l'électricité et 11 000 € sur le gaz).
 - Les achats de mobilier (+18 000 €), de papier, d'abonnements.
 - Les frais de colloques (+ 8 500 €), les frais de déplacement (+167 000 €) et les frais de réception (+36 000 €) restent néanmoins inférieurs au niveau de 2019.
 - Les prestations de nettoyage (+68 000 €), du fait de l'externalisation effectuée en 2022.
 - Les prestations informatiques (+40 000 €), du fait de la plateforme de collaboration et de développement de la valorisation de la recherche.
 - La masse salariale est le plus gros poste (51 % des charges totales) et augmente de 27 % par rapport à 2021 du fait de la revalorisation et de l'augmentation des autres ETPT (+4 ETPT sous plafond et -1 ETPT hors plafond, soit 47 ETPT au total en 2022). La masse salariale sur le budget ÉTAT s'élève à 7,8 millions d'euros pour 101 ETPT.
 - Les aides attribuées aux étudiants (+109 000 €).
 - Les achats en investissement, essentiellement liés au projet REACT UE.

- Les produits :
 - Au global, ils augmentent de 6,32 % (soit +564 000 €).
 - En diminution : les droits de scolarité (-326 000 €) du fait de la diminution de la variation du droit modulé moyen, la CVEC (-46 000 €).
 - En augmentation : la formation continue (après de nombreuses annulations et reports en 2021), la formation en apprentissage, la charge publique (+543 000 €) avec la comptabilisation de la SCSP de 2021 (+146 000 €) et de celle de 2022 (+396 000 €), les autres subventions (+ 241 000 €), le versement assurance dommages (+100 000 €) pour les portes défectueuses.
- La trésorerie.
 - Éléments généraux.
 - Au 31/12/2022, elle s'élève à un peu plus de 10 170 000 €, soit +446 000 €.
 - Cela représente 482 jours de crédits de paiement en dépenses et en fonctionnement, une baisse par rapport à 2021 qui s'explique par l'augmentation du coût journalier (21 117 €/j en 2022 contre 16 867 €/j en 2021).
 - Très faible écart entre la trésorerie prévue sur le BR 2 et l'atterrissage au 31/12/2022, ce qui montre que le travail de déprogrammation sur l'exercice 2022 porte ses fruits.
 - Les décaissements connaissent un pic en décembre (+17 % par rapport aux autres mois), ce qui conduit à une surcharge de travail sur cette période. Il faudrait parvenir à lisser le paiement de ces dépenses.
 - La variation de la trésorerie se compose de 3 montants :
 - Le solde budgétaire (+361 316 €).
 - Les opérations gérées en compte de tiers (+174 390 €), c'est-à-dire les encaissements ou décaissements reçus sur le mois de décembre et qui n'ont pas encore été intégrés au niveau des comptes de l'ordonnateur.
 - Les opérations pour compte de tiers (-89 820 €), c'est-à-dire les bourses Erasmus et de mobilité internationale (AMI, UFA).
- Rappel sur les dépôts de fonds : l'IEP peut uniquement placer des fonds liés aux dons et sur autorisation du ministère.

S'agissant des agrégats financiers (III) :

- La capacité d'autofinancement.
 - La CAF s'élève à 1 560 000 €.
 - Le taux de couverture des acquisitions par la CAF s'élève à 132 %.
 - La CAF couvre la totalité des investissements (qui s'élèvent à 1 184 000 €) et permet d'abonder le fonds de roulement à hauteur de 547 168 €.
- Le fonds de roulement global.
 - Il s'agit des capitaux propres (subventions, réserves, reports à nouveau, amortissements) auxquels on a retiré l'actif immobilisé (bâtiments, terrain, matériel informatique, outillage).
 - Il s'élève à 8 990 782 €.
 - Le besoin en fonds de roulement qui est négatif de -1 179 751 €, ce qui signifie que l'établissement encaisse plus vite ses recettes qu'il ne décaisse ses dépenses.
 - Le fonds de roulement mobilisable prend en compte les opérations pluriannuelles en cours, ce qu'il reste à dépenser et à encaisser. Au 31/12/2022, il s'élève à 1 226 513 €, soit 58 jours de dépenses de fonctionnement et de personnel.
- Analyse de la soutenabilité à partir de la trésorerie.
 - Là aussi, il s'agit d'analyser ce qu'il reste à encaisser et dépenser dans le PPI ou sur les opérations pluriannuelles inscrites au tableau 9.
 - Au terme de cette analyse, il s'avère que le solde de trésorerie s'élève à 2,4 millions d'euros, soit 114 jours de dépenses de fonctionnement et de personnel.

Mme Ammar-Khodja conclut son intervention en évoquant les chantiers de 2023, à savoir la reprise des missions du contrôle interne par l'agence comptable ainsi que le rapprochement de l'inventaire physique avec un inventaire comptable (par exemple pour les matériels informatiques).

M. Barreault se félicite du très bon taux d'exécution et attribue ce résultat au changement de méthodologie et à l'adoption de budget rectificatif. Selon lui, la situation financière de Sciences Po Bordeaux est saine et ne suscite pas

d'inquiétude, mais il souhaite toutefois attirer l'attention sur le fonds de roulement, dont le montant est conséquent, presque 9 millions d'euros, et l'importance d'engager les crédits.

Un certain nombre de projets d'investissement ambitieux est prévu et il faudrait que ces opérations soient engagées, sans quoi la programmation du budget d'investissement sur la période 2023-2028 ne semblera pas réaliste. Il invite les services de l'établissement à tenir informés les membres du CA de l'avancée de ces projets, quitte à les ajuster au travers des budgets rectificatifs afin que soit déterminé au plus près le montant des sommes qui viennent gager le montant du fonds de roulement.

En l'absence d'autres demandes d'interventions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation du compte financier 2022.

Résultat du vote		Délibération 2023-07
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		30
	Pour	30
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Approbation des tarifs d'utilisation de la plateforme Aquimob PJ.6

M. Plachot présente les tarifs d'utilisation de la plateforme Aquimob.

Il commence par donner des éléments de contexte :

- Du temps de la ComUE (de 2008 à 2020), Aquimob était financée en premier lieu par la région puis par cotisation des membres et des principaux partenaires financiers. Cela sous-entendait des frais de personnel et de fonctionnement, mais également d'hébergement et de maintenance évolutive puisque la plateforme est hébergée à l'Université de Bordeaux.
- À la suite de la dissolution de la ComUE au 1^{er} avril 2020 et à la création de la Convention de coordination territoriale s'est posée la question du financement des différentes actions, et des modèles économiques ont été proposés pour chacune des actions.

M. Plachot expose ensuite la méthodologie ayant permis d'aboutir aux tarifs d'utilisation qui sont soumis aujourd'hui à l'approbation du CA :

- 27 établissements sont membres d'Aquimob (22 sont des établissements français, principalement d'ex-Aquitaine, 5 sont des établissements espagnols). Partant du postulat que ces établissements avaient une hétérogénéité conséquente au niveau du nombre d'étudiants et que le nombre d'étudiants n'était pas forcément proportionnel au nombre de mobilités, le choix a été fait d'observer les candidatures déposées sur Aquimob sur les cinq dernières années pleines pré-Covid, de l'année 2015-2016 jusqu'à l'année 2019-2020.
- Ce calcul du nombre de candidatures a permis de constater que certains établissements ne déposaient qu'une dizaine de candidatures alors que d'autres dépassaient largement les 1 000 candidats.
- Les établissements ont donc été répartis en six groupes en fonction de leur poids relatif. Ont également été regroupés tous les établissements espagnols sous l'égide du GECT à l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, puisque les établissements espagnols candidatent à l'aide eurorégionale via Aquimob.
- Une grille de tarifs par groupe a été élaborée. L'objectif est de faire financer les établissements utilisateurs qui jusqu'à présent ne finançaient pas et de regrouper les 70 000 € que coûte annuellement Aquimob afin d'assurer une pérennité à l'outil et de permettre son développement.

M. Plachot précise qu'il n'est pas prévu pour le moment que de nouveaux établissements rejoignent le dispositif dans les deux années à venir. Il ajoute qu'un nouvel outil Aquimob devrait être proposé à l'avenir sur un modèle de financement un peu différent.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-08
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		30
	Pour	30
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée**■ Liste des marchés publics 2022 PJ.7**

Mme Tajri présente une vue d'ensemble sur les marchés publics qui ont été notifiés au courant de l'année 2022. Elle rappelle que les montants indiqués sont les montants notifiés et que certains marchés sont conclus pour des durées allant jusqu'à quatre ans. 11 marchés publics sont notifiés sur 2022, pour un montant de 1 903 652 € hors taxes. Le nombre de marchés est constant depuis 2017. En revanche, cette année, le montant est beaucoup plus élevé, car il intègre le marché d'achat de livres avec les prévisions sur quatre années.

Mme Tajri précise qu'une nouvelle information a été intégrée au tableau : la mise en place (ou non) de critères de développement durable dans la notation. Le CA a voté une politique d'achats qui incite fortement les acheteurs de l'établissement à prendre en compte les critères de développement durable, de responsabilité sociétale et environnementale. En conséquence, dans la majorité des marchés publics et des segments d'achats qui le permettent, ce critère est désormais intégré. Pour cette année, le critère DDRS a pu être mis en œuvre sur l'ensemble des marchés, sauf un qui concernait une prestation intellectuelle.

M. Geay souhaite savoir à quoi correspond la ligne « Agence de voyages, 567 000 € ».

Mme Tajri répond qu'il s'agit d'un marché mutualisé, porté par la direction des achats de l'État, concernant les déplacements professionnels. Il comprend deux types de prestations : la réservation d'hébergement dans les hôtels et la réservation des transports. Ce marché est assuré par un prestataire unique, VIGMA Amplitude.

■ Subventions aux associations (CVA et CVEC) PJ.8

Mme Tajri explique qu'il s'agit des subventions sur le budget de la CVEC (5 335,50 €) et des subventions sur le budget de la vie associative (9 230 €).

Mme Le Flanchec souhaite préciser que Vincent Fourticq-Esqueoute n'était pas présent lors de la commission CVEC.

En l'absence d'autres remarques, M. Cazeneuve annonce le point concernant la fixation des tarifs de l'école d'été.

■ Fixation des tarifs de l'école d'été Défense & Espace 2023

Mme Cardona expose les tarifs proposés dans le cadre de l'organisation d'une école d'été pour la Chaire Défense et aérospatial : un tarif de 100 € pour les étudiants et doctorants de l'enseignement supérieur en présentiel et un tarif de 200 € pour les universitaires et professionnels civils et militaires en présentiel.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-09
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		30
	Pour	30
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée**3. Affaires statutaires**

■ Adoption du règlement intérieur provisoire du CA et de la F3SCT PJ.9

M. Bertrand rappelle que le Comité social d'administration est l'organisme interne remplaçant le comité technique depuis les dernières élections professionnelles de décembre 2022. Le nombre de représentants évolue, puisqu'il y a aujourd'hui cinq représentants du personnel titulaires contre six précédemment en CT. En l'absence de règlement intérieur type de la part du ministère, un premier travail d'élaboration du règlement intérieur a débuté avec les représentants du personnel. Entre-temps, un règlement intérieur type a été diffusé. Il a été décidé de maintenir la proposition initialement travaillée avec les représentants du personnel, car il n'y avait pas d'élément très différent ou contradictoire avec la proposition faite par le ministère. Le règlement a été validé en CSA lors de sa première réunion et il est demandé au CA de bien vouloir l'adopter.

M. Nadal précise qu'il s'agit du règlement intérieur du CSA et de la formation spécialisée en santé et sécurité au travail et conditions de travail (F3SCT) et qu'un décret est paru concernant la participation des usagers à cette formation. Il est prévu pour les établissements d'enseignement supérieur une représentation des usagers et en l'espèce, deux élus étudiants seront amenés à siéger dans la formation F3SCT. M. Nadal prévient donc qu'il faudra intégrer cet élément et qu'il faudra donc délibérer ultérieurement sur un règlement définitif.

M. Cazeneuve étant obligé de s'absenter du fait de soucis de sécurité informatique, Madame Teulières est désignée comme présidente par intérim.

Mme Teulières soumet au vote l'approbation du règlement intérieur du CSA.

Résultat du vote		<i>Délibération 2023-10</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		25
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

4. Ressources humaines**■ Modification de la délibération n° 2022-09 PJ.10**

M. Bertrand prend la parole à propos de la modification de la délibération adoptée en mars 2022, qui mettait en place une grille de rémunération pour les chercheurs contractuels suite aux évolutions induites par la Loi de transformation de la fonction publique et la LPR (notamment le contrat post-doctoral).

M. Bertrand précise qu'il ne s'agit aucunement de modifier cette délibération sur le fond. Les principes qui ont guidé l'élaboration de cette grille restent les mêmes, à savoir :

- Permettre aux chercheurs qui travaillent sur des projets de recherche et des appels à candidatures d'élaborer des budgets, la grille leur donnant les montants liés à la masse salariale des chercheurs qu'ils vont recruter.
- Avoir des rémunérations attractives pour les chercheurs, et les chercheurs expérimentés en particulier, puisque la grille prévoit des niveaux de rémunération dépendant de l'expérience professionnelle des personnes recrutées.

Il ne s'agit pas de modifier ces principes, mais d'apporter des éléments de clarification pour mettre fin à certaines interprétations. En effet, la grille a pu donner l'impression qu'elle pouvait être évolutive, c'est-à-dire que quelqu'un qui a été recruté à un niveau pouvait, au-delà d'un certain nombre d'années de contrat, voir sa rémunération évoluer.

Or, ce n'est pas dans ce sens que la grille a été pensée, il s'agit d'une grille de rémunération au moment du recrutement. La modification consiste donc à préciser que la grille n'est pas évolutive et qu'elle est indicative. En effet, les montants mentionnés sont des montants de rémunération cible, le versement des rémunérations dépend des financements obtenus par l'établissement et des crédits disponibles.

En l'absence de commentaires, Mme Teulières soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-11
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		25
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

5. Organisation générale des études

■ Adoption du calendrier des inscriptions 2023-2024 PJ.11

Mme Pellarini explique que le calendrier des inscriptions de l'année universitaire 2023-2024 n'a pas subi de changements par rapport à l'an dernier. Les préinscriptions pourront se faire sur la plateforme des droits modulés dès l'apparition des résultats et suite au mail adressé aux étudiants. Le mois de juillet est quant à lui consacré au téléchargement du dossier et à l'envoi du dossier d'inscription au service Admissions et les étudiants recevront leurs cartes dès le 2 septembre 2023.

En l'absence de questions, Mme Teulières soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-12
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		25
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Adoption du calendrier universitaire 2023-2024 PJ.12

Mme Forest présente le calendrier de l'année universitaire 2023-2024 :

- Mme Forest précise que les congés scolaires présentés ici sont ceux arrêtés par l'université de Bordeaux, l'IEP essayant de s'aligner au maximum sur le calendrier de l'université, notamment pour les enseignants qui interviennent dans les différents établissements du site.
- La rentrée 2023 aurait lieu le vendredi 1^{er} septembre pour les 1A et primo entrants de 4A, le mardi 29 août pour les étudiants Erasmus en échange, le jeudi 31 août pour les 3A. Cette date permet aux 3A de réaliser complètement le module du « *vocational project* » avant le début des conférences de méthode, garantissant ainsi la disponibilité des intervenants et des créneaux compatibles.
- La période des examens du premier semestre aurait lieu du 11 au 22 décembre. Mme Forest a toutefois noté la demande des étudiants d'organiser les examens entre le 13 décembre et le 20 décembre et celle des enseignants de pouvoir disposer de la semaine du 4 décembre et des premiers jours de la semaine du 11 décembre pour éventuellement rattraper des cours. Avec Mme Caron pour le 2^e cycle, les scolarités essayeront d'étaler les examens sur les deux semaines précédant les congés de Noël, afin d'alterner entre une journée d'examens et une journée de repos pour les étudiants.
- La période des examens du second semestre aurait lieu du 29 avril au 31 mai pour la première session et du 10 juin au 28 juin pour la seconde session. Mme Forest réitère son alerte sur le fait qu'en raison des jours fériés assez nombreux sur le second semestre, le calendrier des examens et des oraux ParcoursUp sera très tendu pour les étudiants, mais aussi pour les enseignants qui seront sollicités sur ces différentes échéances.

En l'absence de questions, Mme Teulières soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-13
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		25
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

6. Politique de l'établissement

■ Bilan 2020-2022 des actions menées dans le cadre de la CCT PJ.13

M. Darbon rappelle que la Convention de Coordination Territoriale (CCT) est l'héritière de la ComUE. Elle rassemble l'ensemble des établissements universitaires du site de la Nouvelle-Aquitaine, à l'exception pour le moment de Limoges et de Poitiers, mais cela va être amené à évoluer. La CCT est essentiellement un organe de coordination d'actions, à la fois au niveau thématique et territorial. Sept actions différenciées sont réparties entre les différents établissements. La responsabilité particulière de Sciences Po Bordeaux porte sur le financement et l'organisation des mobilités à travers le dispositif Aquimob. M. Darbon soumet donc à l'approbation du CA l'évolution de la CCT sur ces deux dernières années à travers l'action générale et les sept actions différenciées présentées dans les documents transmis.

En l'absence de remarques, Mme Teulières soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-14
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		25
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Adhésion de l'Université de Limoges à la CCT PJ.14

M. Darbon informe que le démantèlement de la ComUE Léonard de Vinci (Poitiers, La Rochelle et Limoges), engagé il y a deux ans au profit de la CCT (UBx, UBM, UPPA, INP, BSA et Sciences Po Bordeaux) se poursuit. Après l'adhésion de La Rochelle à la CCT il y a un an, c'est au tour de l'Université de Limoges de demander officiellement son rattachement à la CCT. Les chefs d'établissement de la CCT ont approuvé ce projet et il s'agit simplement d'informer le CA qu'il sera à un moment donné appelé à se prononcer sur la demande effective d'adhésion de l'Université de Limoges.

En l'absence de questions, Mme Teulières annonce le point sur la prévention des violences à Sciences Po Bordeaux et cède la parole à l'UNEF.

7. Informations et questions diverses

■ Échange sur la prévention des violences à Sciences Po Bordeaux

Mme Delfaud aborde la question des violences au sein de l'IEP à travers deux points :

- Le premier point concerne l'année de mobilité, une période de potentielle mise en danger puisque les ressources sont plus difficiles à identifier et à mobiliser dans des pays étrangers. Dans ce contexte, la mise en œuvre d'une politique de prévention particulière semble nécessaire, avec par exemple l'envoi de mails par la psychologue de l'établissement afin d'informer qu'il y a bien une mise à disposition de l'IEP si un étudiant ou une étudiante rencontre un problème. En effet, après seulement un an passé à l'IEP, les étudiants

n'ont pas forcément le réflexe de contacter l'établissement ou ne savent pas vers quel interlocuteur se tourner.

- L'autre point concerne la nécessité d'avoir un poste de chargé de mission à l'égalité femmes-hommes. Pour l'instant, cette mission est répartie entre plusieurs personnes, alors qu'il faudrait qu'une seule personne soit chargée de ces questions-là pour qu'elles soient traitées correctement. La problématique actuelle étant le manque de candidats, Mme Delfaud suggère des décharges de temps afin que ces missions puissent être accomplies et l'amélioration de la rémunération.

M. Darbon remercie l'UNEF pour ses suggestions et l'intérêt qu'il porte à cette thématique fondamentale. Il explique que le retard pris dans le recrutement du chargé de mission relève largement de sa responsabilité, car il a tenté de convaincre différents collègues pendant un an. Personne n'ayant accepté, il a donc été décidé de recruter quelqu'un en externe et de restructurer dans le même temps cette mission avec d'autres missions pour gagner en efficacité.

M. Nadal confirme que le recrutement est en cours et que la fiche de poste a été élaborée. La personne recrutée travaillera en coordination avec la cellule santé-prévention, et sera identifiée comme personne-ressource pour les étudiants et pour les personnels sur les questions d'égalité de genre, de lutte contre les violences et les discriminations.

En ce qui concerne l'année de mobilité, M. Nadal indique que c'est un moment particulièrement sensible, tout comme le sont les stages en milieu professionnel. Pour les stages, les conventions ont été adaptées pour intégrer tous ces éléments de prévention. Pour l'année de mobilité, une communication est réalisée par le service des relations internationales en amont. Il ajoute que faire passer l'année de mobilité en 3A permettra de disposer de plus de temps pour communiquer sur cet aspect particulier de la mobilité auprès des étudiants. Il conclut en disant que l'interpellation a été tout à fait entendue, que des réponses sont apportées et qu'elles seront renforcées en tant que de besoin.

M. Rousset demande à quoi correspondent les missions additionnelles prévues dans la reconfiguration du poste de chargé des questions à l'égalité femmes-hommes.

M. Nadal répond qu'il s'agit de la lutte contre les discriminations et contre les violences. Le profil recherché sera à dominante plutôt juridique, afin de renforcer la dimension procédurale autour de ces questions.

En l'absence d'autres interventions, Mme Teulières annonce le point sur la motion relative à la réforme des retraites.

■ Proposition de motion de l'UNEF Sciences Po Bordeaux sur la réforme des retraites PJ.15

Mme Delfaud explique qu'il s'agit de se positionner publiquement par rapport à la réforme des retraites et de se comporter en syndicaliste. La réforme des retraites concerne l'établissement : elle va à la fois avoir un impact sur une partie du corps enseignant et du personnel, en repoussant l'âge de départ, et sur la communauté étudiante, en engendrant une plus difficile insertion sur le marché du travail. Mme Delfaud ajoute que le CA de l'université Bordeaux Montaigne a déjà approuvé cette motion et qu'elle sera déposée demain après-midi au CA de l'université de Bordeaux.

Mme Gaudin annonce son souhait de ne pas prendre part au vote. Elle l'avait déjà dit en commission préparatoire, elle ne pense pas que cette motion ait sa place dans le CA d'une université. Elle précise qu'elle a procuration pour Mathieu Trouvé, qui partage cette position.

M. Lartigau ne prendra pas part au vote non plus.

Mme Teulières comptabilise que sept personnes ne prendront pas part au vote.

M. Rousset indique qu'il s'abstiendra. Il considère que les administrateurs sont réunis en CA pour aborder la stratégie et les conditions de travail de la communauté de Sciences Po Bordeaux et qu'ils ne peuvent pas systématiquement finir le CA par une prise de position sur un sujet qui dépasse très largement l'IEP. Il ajoute qu'en tant que journaliste, il considère qu'il n'a pas à se prononcer.

Mme Le Flanchec précise que c'est une demande des étudiants de Sciences Po Bordeaux réunis en assemblée générale que l'IEP prenne position.

M. Gallet estime que ce n'est pas le rôle d'une instance comme le CA de délibérer sur ce sujet. Il est tout à fait respectable que les syndicats étudiants aient leurs propres revendications, mais selon lui, le CA ne doit pas être politisé. En tant qu'administrateur indépendant et personnalité extérieure, ce n'est pas la mission qu'il s'assigne dans cette enceinte et il souhaite donc voter contre.

Mme Teulières soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-15
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		21
	Pour	14
	Contre	3
	Abstention	4

→ Résultat : adoptée

Mme Teulières demande s'il y a des questions diverses.

M. Darbon évoque deux points d'information :

- Le premier point concerne le nouveau rapport d'activité de Sciences Po Bordeaux. Le service communication a produit un document extrêmement utile et agréable à lire, qui donne les chiffres essentiels et qui peut être utilisé pour la communication à l'extérieur de l'IEP. M. Darbon encourage chacun à prendre connaissance de ce document et à éventuellement faire des retours.
- Le deuxième point concerne la tenue d'un événement inter-IEP, Artefact, le week-end de Pâques, du 8 au 10 avril. M. Darbon laisse la parole à Mme Nadeau sur ce sujet.

Mme Nadeau explique qu'Artefact fait partie des trois événements inter-IEP annuels, avec les Jeux inter-IEP et le Prix Mirabeau. Artefact est basé sur le modèle des Jeux, mais avec les associations artistiques et culturelles de tous les IEP de France. L'édition de cette année est organisée à Bordeaux par la CORACIEP. Neuf IEP y prendront part, l'IEP de Rennes ne pouvant malheureusement pas se joindre à l'événement pour des raisons d'incompatibilité des dates. L'IEP de Paris participera quant à lui pour la première fois. Cet événement réunit des performances aussi diverses que l'éloquence, le théâtre, la danse, la musique, la cuisine, le théâtre d'improvisation, le chant *a capella*, etc. Il rassemblera plus de 500 étudiants, à la fois sur le campus, Sciences Po Bordeaux, l'université Bordeaux-Montaigne, mais aussi dans les infrastructures bordelaises comme le Théâtre Fémina ou encore la Rock School Barbey. Les participantes et participants seront accueillis le 8 avril à la gare Saint-Jean.

M. Cazeneuve étant de retour, Mme Teulières lui rend la présidence. M. Cazeneuve demande si l'ordre du jour a été épuisé.

M. Darbon répond par l'affirmative.

M. Cazeneuve s'enquiert des dates des prochains conseils d'administration.

M. Darbon indique que le prochain CA se tiendra a priori le 30 juin (CA décalé au 3 juillet).

M. Nadal ajoute qu'il se pourrait qu'un conseil spécial ait lieu fin mai, dans le cadre de la réforme de l'offre de formation. Pour l'instant, la date exacte n'a pas été fixée.

Plus aucune question n'étant posée et l'ordre du jour étant épuisé, M. Cazeneuve remercie les membres du CA et clôture la séance.